

« TDR : Coordonateur Technique d'Assistance Electorale Provinciale »

Responsabilités :

Sous l'autorité du Directeur de la Division Electorale de la MONUC et sous la supervision du coordinateur de l'Unité de Support aux Activités de Terrain, l'intéressé/e aura pour mission d'assister et de conseiller les autorités électorales compétentes pour la mise en œuvre de toutes les opérations électorales dans la province respective.

A ce titre, travaillant en étroite collaboration avec les Bureaux de Représentation Provinciale de la CEI, il/elle aura pour tâches notamment de :

- Planifier, coordonner et superviser les activités d'une équipe pluridisciplinaire composée de personnel international et national.
- Préparer des rapports périodiques (rapports quotidiens et hebdomadaires) et ad hoc.
- Faire le suivi des questions administratives (personnel, locaux, équipements etc...) de la Section d'Assistance Electorale Provinciale en relation avec les services concernés de la MONUC.
- Assister les autorités électorales compétentes dans la mise en place et la gestion des structures décentralisées (bureaux de représentation provinciale).
- Assister les autorités électorales compétentes dans la planification et mise en œuvre des opérations électorales retenues dans le chronogramme de la CEI/CENI et informer les services concernés (Chef de Bureau et/ou Chefs de Sections de la Division Electorales) des difficultés de mise en œuvre ;
- Assurer le suivi et le monitoring des activités de renforcement de capacités exécutées par les conseillers techniques provinciaux
- Maintenir un contact régulier avec les autorités provinciales, les différentes sections des autres divisions de la MONUC et autres acteurs intéressés au processus électoral, pour un échange d'informations et de connaissances.
- Conseiller les autorités électorales provinciales sur les thématiques du Genre et Relations Extérieurs.
- Exécuter toutes autres tâches requises par la Division et conformes à ses compétences.

Qualification et compétences requises :

Minimum une maîtrise en science sociale, relations internationales et politique;

Expérience électorale minimum 5 ans, de préférence dans le contexte africain ;

Langue de travail : Français ;

Bonne communication orale ;

Capacité a planifié séances de formation de groupe ;

Bonne capacités de rédaction.